

LES AFFAMEURS !

En lançant, en 2013, une campagne contre les activités spéculatives des banques françaises sur les matières premières agricoles, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Oxfam France avait jeté un pavé dans la mare boueuse des pratiques bancaires.

Prises en défaut par les révélations d'Oxfam, les mastodontes Crédit agricole, BNP Paribas, société Générale et le **groupe BPCE** s'étaient engagés (ou pas) à réduire significativement le volume de leurs fonds spéculatifs sur ce marché. Deux ans après, où en sommes-nous ?

C'est la question à laquelle répond l'ONG dans un rapport publié en février 2015. ET le constat est sans appel : **la faim aiguisé toujours les appétits des grandes banques françaises...**

En 2013, Oxfam avait calculé que la valeur totale des 18 fonds permettant aux quatre grandes banques soupçonnées de spéculer sur les matières premières agricoles était de 2583 millions d'euros. Après engagements pris par les banques de faire diminuer ces chiffres, ces mêmes fonds représentent aujourd'hui 3561 millions d'euros !

Oxfam révèle dans le détail que seul le Crédit Agricole a respecté ses engagements et ne possède plus aucun fonds de ce type. BNP Paribas et la société Générale spéculent toujours autant et **le groupe BPCE, qui n'avait pas eu l'outrecuidance de s'engager en 2013, a fait grimper le montant de ses fonds agricoles à 43% en deux ans.**

Une liste de chiffres et des produits bancaires qui pourraient paraître un peu techniques, voire obscures. À ceci près que spéculer sur les matières premières agricoles n'est pas anodin. **"Ces activités aggravent la volatilité des prix et rendent l'accès aux denrées alimentaires de base de plus en plus difficile pour les populations les plus**

pauvres du monde", rappelle Oxfam. Et si l'ONU estime à 800 millions le nombre de personnes souffrant de la faim à travers le monde (une personne sur neuf), la production de nourriture est largement suffisante pour tous nous rassasier.

Le nœud du scandale se situe donc entre le producteur et le consommateur, dans cette vaste zone grise qu'est la finance. *"Les marchés agricoles se financiarisent de manière spectaculaire"* souligne Oxfam, qui précise que,



"conjugée à la promotion des agro carburants, à l'abandon des politiques de stockage, aux effets du changement climatique et au manque d'investissements structurel dans les agricultures paysannes, (cette) spéculation excessive (...) pousse des millions de personnes dans la pauvreté absolue, et augmente l'insécurité alimentaire mondiale."

Ainsi, de février 2005 à février 2008 (année d'une crise alimentaire sans précédent), **"les prix alimentaires ont globalement augmenté de 83% "** et jusqu'à 181% pour le blé ! Une hausse des prix qui **"touche plus sévèrement les ménages les plus pauvres des pays du Sud, qui peuvent consacrer jusqu'à 75% de leur budget à l'alimentation, alors que les ménages des pays développés n'y consacrent, en moyenne, que 10 à 20% de leurs revenus"**, explique Oxfam.

Dans la spirale infernale de la faim les banques ont une responsabilité écrasante, le groupe BPCE en tête !

"Le premier des droits de l'homme est celui de pouvoir manger à sa faim."

Franklin ROOSEVELT

Le secrétariat

Isabelle MAUZAT-MARTIN, Catherine VINET-LARIE, Bernard DANTEC, Jean-Michel EDON, Stéphane RUFFIN